

**Dispositif**

L'article 63 de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil, du 26 février 2014, sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE, lu en combinaison avec l'article 57, paragraphe 4, sous h), de cette directive et à la lumière du principe de proportionnalité, doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à une réglementation nationale en vertu de laquelle le pouvoir adjudicateur doit automatiquement exclure un soumissionnaire d'une procédure de passation de marché public lorsqu'une entreprise auxiliaire, aux capacités desquelles il entend recourir, a fourni une déclaration mensongère quant à l'existence de condamnations pénales ayant acquis force de chose jugée, sans pouvoir imposer ou, à tout le moins, permettre, en pareille hypothèse, à ce soumissionnaire de remplacer ladite entité.

(<sup>1</sup>) JO C 279 du 24.08.2020

---

**Arrêt de la Cour (huitième chambre) du 3 juin 2021 (demande de décision préjudicielle du Sofiyski rayonen sad — Bulgarie) — ZN / Generalno konsulstvo na Republika Bulgaria v grad Valensia, Kralstvo Ispania**

(Affaire C-280/20) (<sup>1</sup>)

**[Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile – Règlement (UE) no 1215/2012 – Détermination de la compétence internationale des juridictions d'un État membre – Article 5, paragraphe 1 – Travailleur ressortissant d'un État membre – Contrat conclu avec une représentation consulaire de cet État membre dans un autre État membre – Fonctions du travailleur – Absence de prérogatives de puissance publique]**

(2021/C 289/22)

Langue de procédure: le bulgare

**Jurisdiction de renvoi**

Sofiyski rayonen sad

**Parties dans la procédure au principal**

Partie requérante: ZN

Partie défenderesse: Generalno konsulstvo na Republika Bulgaria v grad Valensia, Kralstvo Ispania

**Dispositif**

L'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) no 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil, du 12 décembre 2012, concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, lu en combinaison avec le considérant 3 de ce règlement, doit être interprété en ce sens que celui-ci s'applique aux fins de la détermination de la compétence internationale des juridictions d'un État membre pour connaître d'un litige opposant un travailleur d'un État membre n'exerçant pas de fonctions relevant de l'exercice de la puissance publique à une autorité consulaire de cet État membre située sur le territoire d'un autre État membre.

(<sup>1</sup>) JO C 287 du 31.08.2020